

le répète, j'ai le plus grand respect pour l'honorable député et pour ses vues dans le domaine militaire.

Je crois que les observations qu'il a formulées méritent d'être retenues. Je suis sûr que d'autres Canadiens partagent mon sentiment quand je dis, au sujet du Traité de l'Atlantique-Nord, qu'étant donné la situation internationale actuelle, nous avons attaché trop d'importance au concours militaire et pas assez au concours économique auquel nous nous sommes engagés dans l'article II.

Quand les Communes anglaises ont étudié la question récemment, M. Churchill a prononcé des paroles renversantes (renversantes pour plusieurs d'entre nous). Il a dit de M. Aneurin Bevan qu'il avait eu raison, même si ses motifs étaient mauvais, de prendre, avant les élections, l'attitude que l'on sait au sujet du réarmement de l'Angleterre.

Il me semble que nous nous sommes trop attachés à favoriser le réarmement sans nous rendre compte que nous devons appuyer tout ce que nous faisons en ce domaine en accordant une aide économique solide à nos alliés. Jusqu'à un certain point, la même chose s'applique à notre propre pays. Nous savons fort bien que l'inflation qui se manifeste à l'heure actuelle est causée par les énormes sommes d'argent que nous affectons aux armes. Nous devons prendre garde, en faisant cela, de ne pas saper non seulement notre économie, mais l'appui des peuples au projet de défense que nous nous sommes engagés à mener à bien.

J'ajoute immédiatement que je ne dis pas du tout que nous n'avons pas besoin d'être convenablement armés pour la défense de la démocratie occidentale. Je dis que nous devons prendre garde, en appuyant le réarmement aux fins de l'OTAN, de ne pas laisser de côté d'autres facteurs qui sont au moins aussi importants.

Encore une fois, j'espère que le Gouvernement,—et d'après ce que j'ai pu lire de temps en temps, je crois que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) l'a répété à maintes reprises,—se rend compte que nous devons faire tout en notre pouvoir pour rendre efficace l'article II du traité et pour accorder toute l'aide économique possible.

Je veux espérer que l'esprit des déclarations publiques du ministre, chez nous, se retrouve dans les entretiens confidentiels qui ont eu lieu à Rome, ou auront lieu à Lisbonne le mois prochain, ou partout ailleurs où l'occasion s'en présente. S'il nous est donné de triompher du communisme et de l'instinct

totalitaire qui infestent le monde, notre combat décisif ne sera cependant pas livré sur les champs de bataille. Nous sommes mieux armés aujourd'hui et la paix nous sourit. Mais la guerre peut toujours montrer le bout de l'oreille. N'oublions jamais le fait essentiel suivant: le communisme totalitaire ne sera réellement vaincu que si nous abolissons les causes qui permettent au communisme de croître et de s'étendre dans l'univers.

Il est possible que, pour un moment, il ait fallu mettre l'accent sur les canons, les chars d'assaut, les avions, les armées de terre, de mer et de l'air; mais gardons-nous de négliger les autres importants facteurs à longue portée qui décideront du triomphe ou de l'écrasement final de la propagande communiste aux quatre coins du globe.

Je viens d'achever un livre extrêmement intéressant, écrit par le juge Douglas, de la Cour suprême des États-Unis. Intitulé, je crois, *Strange Lands and Friendly People*, cet ouvrage renferme le compte rendu passionnant de son périple dans le proche et le moyen Orient, au cours des deux derniers étés. Le récit qu'il en fait est révélateur et rempli d'enseignements dont nous ferions bien, aujourd'hui, de tirer profit.

Il se peut que ce protocole raffermisse la sécurité collective; mais, d'autre part, il comporte pour nous de nouvelles obligations dans une partie du monde où, en somme, la situation est actuellement tendue, comme l'indiquent les récents événements d'Égypte et d'ailleurs.

Comme le ministre l'a dit, ces nouvelles obligations sont évidemment d'ordre géographique plutôt que d'ordre militaire ou politique. Mais on les étend à une région qui, pour dire le moins, est dans un état critique. Notre politique actuelle est évidemment à l'opposé de celle d'avant-guerre alors que nous n'avions pris aucun engagement et que le Parlement était libre de prendre des décisions au fur et à mesure des événements.

Sans doute beaucoup de députés croyaient bon d'appuyer cette politique avant la seconde Grande Guerre; mais cette agression et cette guerre nous ont prouvé que toutes les nations pacifiques doivent présenter un front commun afin de prévenir l'agression ou les menaces d'agression. J'estime que nous devons de plus en plus nous associer aux éléments progressistes où qu'ils se trouvent et aux pays progressistes où qu'ils se trouvent.

A propos de cette partie du monde que vise le protocole, la Turquie et la Grèce, je veux tout simplement signaler en passant que dans